



Éradiquez la pauvreté des enfants au Canada

La réduction de la pauvreté peut s'avérer être une action stratégique en période de déclin

OTTAWA – Le gouvernement fédéral entreprendrait une action stratégique en temps opportun s'il investissait maintenant pour réduire les taux de pauvreté persistants au Canada, indique un nouveau rapport publié par Campagne 2000.

Le rapport de 2008 sur la pauvreté des enfants et des familles au Canada, est disponible sur le site www.Campaign2000.ca/fr, et montre que le taux national de pauvreté infantile est presque égal à celui de 1989, lorsque le Parlement adopta à l'unanimité une résolution pour éliminer la pauvreté infantile au Canada d'ici l'an 2000.

« Le Canada a profité d'une forte croissance économique pendant plus de dix ans pourtant, si on se fie aux données les plus récentes, la pauvreté infantile est demeurée sensiblement la même depuis 1989 », déclare Laurel Rothman de Campagne 2000. « Alors que le Canada sombre dans une incertitude économique, la décision la plus stratégique que le gouvernement fédéral pourrait prendre serait de faire baisser le taux de pauvreté. »

Quelques résultats importants de cette étude :

Le taux de pauvreté infantile (revenu après impôt) au Canada semble stagner à 11,3 %.

Environ un enfant canadien sur neuf vit dans la pauvreté.

Il est surprenant que 40 % des enfants à faible revenu vivent dans des familles où au moins l'un des deux parents travaille à plein temps pendant toute l'année, il s'agit d'un travailleur pauvre.

Les enfants de familles racialisées, immigrants ou autochtones ainsi que les enfants ayant une incapacité sont fortement exposés au risque de vivre dans la pauvreté.

« Les taux de pauvreté infantile demeurent trop élevés pendant les années de prospérité et la situation va s'aggraver pour les familles à faible revenu » confie Andrew Jackson du Congrès du travail du Canada. « Il faut créer plus d'emplois pour contribuer aux investissements publics et améliorer l'assurance emploi pour éviter que la crise économique ne devienne un véritable désastre pour ceux qui sont le plus dans le besoin. »

Un sondage conduit par *Environics* en octobre 2008 a montré qu'une écrasante majorité (92 %) de Canadiens pensent que si des pays comme le Royaume-Uni et la Suède peuvent faire des progrès considérables dans la réduction de la pauvreté, alors le Canada peut en faire de même. 86 % considèrent que les gouvernements doivent entreprendre des actions concrètes et réduire la pauvreté de 25 % en cinq ans.

« Ces résultats viennent appuyer mon expérience à travers le pays » dit Peggy Taillon, présidente du Conseil canadien de développement social. « Les Canadiens sont à la recherche de leadership. »

« Le soutien à la réduction de la pauvreté est de plus en plus important à travers le pays, » confie Joe Gunn, directeur général de *Citizens for Public Justice*. « De nombreuses provinces sont en train de mettre en place des stratégies de réduction de la pauvreté. Il faut que le gouvernement fédéral fasse également preuve d'initiative. »

Pour plus d'informations, veuillez contacter Laurel Rothman au (416) 595-9230, poste 228 (ou sur cellulaire au 416-575-9230) ou Liyu Guo, au 416-595-9230, poste 244.

CONTEXTE :

Sécurité familiale en période d'insécurité : Arguments pour une stratégie de réduction de la pauvreté au Canada

La pauvreté infantile persiste à travers le Canada ; les taux de pauvreté des enfants et des familles sont à deux chiffres dans cinq des dix provinces.

Les familles vivent live dans une grande pauvreté. En moyenne, les familles biparentales à faible revenu, auraient besoin de 7.300 \$ de plus par an pour atteindre le seuil de pauvreté. Les familles monoparentales dirigées par une femme, nécessitent en moyenne 6.500 \$.

Les programmes gouvernementaux ont un impact certain sur la réduction de la pauvreté. Sans les transferts gouvernementaux, y compris le crédit pour TPS, la prestation fiscale canadienne pour enfants, et l'assurance emploi, les taux de pauvreté des enfants et des familles aurait été de 10 % plus élevés en 2006.

Les taux de pauvreté constituent un obstacle dramatique pour les communautés autochtones. Près d'un enfant autochtone sur deux (49 %) âgé de moins de 6 ans (ne vivant pas dans des collectivités de Premières nations) vit dans une famille à faible revenu.

Le Canada est à la traîne pour ce qui est des dépenses sociales. Le Canada dépense moins, que d'autres pays, en prestations familiales ou en aide aux personnes sans emploi. Le Canada arrive en 25^{ème} position sur les 33 pays de l'OCDE en terme de pourcentage du PIB investit dans les programmes sociaux.

Les rapports provinciaux sur la pauvreté des enfants et des familles seront également publiés aujourd'hui en Colombie-Britannique, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario et Nouveau-Brunswick. La Nouvelle-Ecosse présentera quant à elle des fiches d'informations. Tous les rapports sont disponibles sur le site www.Campagne2000.ca/fr.

Campagne 2000 est une coalition pancanadienne, politiquement indépendante, constituée de 120 organismes nationaux et communautaires, dont l'objectif est d'enrayer la pauvreté chez les enfants au Canada.

www.Campagne2000.ca/fr.

-30-

Pour plus de renseignements, veuillez contacter :

Au niveau national :

Laurel Rothman : Campagne 2000 et services à la famille Toronto au 416-595-9230, poste 228 (ou sur cellulaire au 416-575-9230) ou Liyu Guo, au 416-595-9230, poste 244.

Joe Gunn : *Citizens for Public Justice*, 613-232-0275 ou 1-800-667-8046, poste 224

Andrew Jackson : Congrès du travail du Canada, 613-526-7445

Peggy Taillon : Conseil canadien de développement social, 613-769-5499 (cellulaire)

Au niveau régional:

Colombie-Britannique: Adrienne Montani ou Rebecca Siggner, First Call, (604) 873-8437

Alberta : Bill Moore-Kilgannon, *Public Interest Alberta*, 780-420-0471

Saskatchewan : Sue Delanoy (306) 241-4952 ou Fiona Douglas, 306-585-4117

Manitoba : Sid Frankel, Conseil de planification sociale de Winnipeg, 204-474-9706

Ontario : Jacquie Maund, Campagne 2000 Ontario, 416-595-9230 poste 241

Nouveau-Brunswick : Randy Hatfield, *Human Development Council*, 506-636-8540

Nouvelle-Écosse : Pauline Raven, *Canadian Centre for Policy Alternatives, NS.*, 902-542-3085